

VOTONS POUR MÉLENCHON

**EN FAISANT UNE CAMPAGNE
COMBATIVE CONTRE
LA POLITIQUE DE MACRON
ET LE CAPITALISME !**



**GAUCHE
RÉVOLUTIONNAIRE**

2 €
(5€ en soutien)

Ce texte a été adopté par la Conférence Nationale de la Gauche Révolutionnaire réunie les 13 et 14 novembre 2021.



VOTONS POUR MÉLENCHON EN FAISANT UNE CAMPAGNE COMBATIVE CONTRE LA POLITIQUE DE MACRON ET LE CAPITALISME !

L' enjeu de la présidentielle reste d'essayer d'obtenir un vote massif pour le camp de celles et ceux qui, au sens large du terme, en ont assez de ces politiques qui leur pourrissent la vie par des salaires trop bas, des conditions de travail toujours plus dégradées, des services publics détruits. Cette politique qui ne défend que les ultra-riches et que Macron incarne aujourd'hui, mais qui est sur le fond aussi défendue par LR, le RN de Le Pen et des arrivistes comme Zemmour, ou le PS (Hidalgo) et EELV (Jadot). En 2017, Mélenchon avait recueilli plus de 7 millions de voix, principalement dans les villes ouvrières et les quartiers populaires. S'il avait pu être au 2ème tour (cela s'est joué à 600 000 voix), c'est un véritable opposant à Macron qui se serait ainsi exprimé, défendant des mesures certes insuffisantes, mais en faveur des travailleurs et de la majorité des couches populaires.

Au contraire, Marine Le Pen, en pantin d'extrême-droite capitaliste, a facilité l'élection de Macron. Les possibilités ne sont certainement pas les mêmes pour 2022, d'autant plus après deux ans de confinements répétés qui ont empêché toute une vie politique, mais l'enjeu reste intact : rassembler au maximum et sur le score le plus élevé possible des millions de travailleur-se-s et de

jeunes, redonner confiance dans notre capacité à lutter et à changer la situation après cinq ans de Macron. Les faiblesses de la France Insoumise, qui n'a pas été capable (ni n'a voulu) se transformer en véritable parti démocratique, de masse et de lutte pour s'organiser face au camp des pro-capitalistes, vont rester une difficulté pour aller au-delà de la seule élection.

Mais une campagne réellement combative et anticapitaliste, comme celle que nous souhaitons mener et que nous proposons à toutes celles et ceux qui se retrouvent en accord sur ces objectifs, peut permettre de poser les bases d'une alternative de masse à gauche, contre le capitalisme et pour le socialisme.

- 1 -

La situation sociale et économique en France suit le même désastre que la situation mondiale. Deux ans de pandémie ont approfondi la crise du capitalisme, et plongé des dizaines millions de personnes dans la pauvreté, le chômage de masse, le mal-logement... L'économie tournant partout au ralenti, la chute des revenus et/ou les baisses de salaires ont frappé les travailleurs dans de nombreux secteurs. Cette situation est une catastrophe dans les pays du monde néocolonial dont les ressources ont encore plus été la proie des pays impérialistes. L'économie du secteur informel s'est effondrée et peu de garanties sociales existent.

Les confinements ont empêché une part de l'activité économique mais aussi permis aux patrons d'accentuer l'exploitation des travailleurs. On voit l'appauvrissement pour une part grandissante de la population : selon la Banque Mondiale, aux 703 à 729 millions de personnes dans l'extrême pauvreté (moins de 1,9 dollar par jour) dans le monde, il faudra ajouter 88 à 115 millions de personnes pour 2020 et encore 23 à 35 millions pour 2021.

Pour la France, malgré les annonces officielles selon lesquelles la pauvreté n'aurait pas augmenté (dû en partie à l'existence de certaines protections sociales que les gouvernements n'ont pas encore cassées), on compte néanmoins près de 10 millions de pauvres et surtout un appauvrissement de la majorité des travailleurs. De l'autre côté, les fortunes des ultra-riches ont bondi de 40 % en France pendant la pandémie, et sur le même rythme de par le monde. La première fortune de France, B. Arnault, patron de LVMH, atteint 170 milliards d'euros, en hausse de 57 % depuis juin 2020. Autre-

ment dit, avec cette seule fortune, on réglerait tous les problèmes sociaux en France et même dans d'autres pays. Le patron de la multinationale géante Amazon, Jeff Bezos, se paye le luxe de voyages dans l'espace au coût de 5,5 milliards de dollars, et sa fortune dépasse désormais les 200 milliards de dollars. Les mesures sur la fiscalité du quinquennat de Macron ont largement aidé ce transfert de richesses dans les poches des capitalistes : 100 % des entreprises du CAC 40 ont reçu des aides publiques, et elles ont versé 93 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires en 2020 et 2021.

- 2 -

Les gouvernements ont été incapables de faire face à la pandémie, mais pire encore, ils en ont profité pour accentuer leurs politique de casse des services publics de Santé, d'augmentation de l'exploitation des travailleurs par des mesures d'exception autorisant la multiplication des heures supplémentaires... Des milliards ont été distribués aux grandes entreprises qui aujourd'hui licencient (Renault), ou refusent d'accorder les primes promises comme dans la grande distribution (groupe Auchan, Carrefour, Leclerc et autres). Et dans tous les pays, tout la question de la Santé et de la gestion de la pandémie ont été données au secteur privé depuis les tests et les masques jusqu'aux vaccins, devenant une source de profits gigantesque (le seul vaccin de Pfizer va rapporter au moins 35 milliards de dollars de chiffre d'affaires à la multinationale).

L'hôpital public n'a été là que pour faire le plus lourd et le moins profitables pour les multinationales pharmaceutiques : les hospitalisations, réanimations, vaccinodromes... Le tout avec un accroissement de la charge de travail et des salaires toujours aussi faibles pour les agents des hôpitaux, qui n'auront qu'une maigre prime pour tous ces efforts qui ont vu des milliers d'entre eux perdre la vie.

C'est donc un véritable vol de richesses et de notre santé au profit des multinationales. Dans les faits, un véritable monopole aux mains de quelques entreprises privées s'est établi sur le traitement de la Covid-19, identique à celui qui existe désormais dans l'énergie, le transport ou les télécommunications... et qui entraîne à la fois une hausse des prix par la course aux profits et une dégradation du service rendu. Grâce à ce monopole de fait, les milliards remplissent les poches des actionnaires tandis que les travailleurs de

ces secteurs sont de plus en plus exploités et que les autres travailleurs et la population perdent leurs services publics.

- 3 -

L'économie mondiale est repartie à la hausse à l'été 2021 mais dans le chaos le plus complet, l'anarchie capitaliste empêchant de planifier correctement la production (et là, son redémarrage) en fonction des besoins. C'est ainsi que le manque de certaines pièces oblige à de nouvelles journées de chômage partiel, tandis que les prix des matières premières explosent, affectant à leur tour l'ensemble des produits, et menaçant le niveau de vie des travailleurs et de leurs familles, ainsi que celui des artisans et petits commerçants, par une inflation grandissante.

De nouveaux pics de crise sont donc à venir, de même que des explosions de colère sociale et politique devant cette explosion des injustices et des inégalités, et dans une situation où la question écologique et environnementale, avec les menaces tant sur le niveau des eaux, la fertilité des sols, le risque de sécheresses, que le réchauffement climatique, est aggravé par le fonctionnement chaotique du capitalisme et de sa dictature du profit.

DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEUR-SE-S ET DE LA POPULATION

- 4 -

Ce sont bien les travailleurs des services publics, du transport, de la distribution, qui ont permis à la société de continuer à vivre, pas les mesures de Macron – que d'ailleurs, sur le fond, presque tous les partis ont soutenu. Hier appelés les braves, ils sont aujourd'hui méprisés, leurs salaires baissés, leurs conditions de travail dégradées avec un patronat profitant de toutes les lois d'exception pour les exploiter toujours plus violemment.

Même des mesures comme le passe sanitaire et la vaccination obligatoire de certaines catégories de travailleurs ont été utilisées pour en fait réprimer et museler la contestation de cette politique au service des multinationales. Les députés de la France Insoumise et Mélenchon ont (parfois avec certains

élus PCF) refusé les lois d'exception que le gouvernement a mis en place et l'état d'urgence sanitaire. Si la question du vaccin et du passe sanitaire ont pu focaliser le mécontentement, de manière minoritaire, c'est plus par une méfiance généralisée de ces politiques au service des ultra-riches que sur la base d'un programme à l'opposé de celui de Macron.

- 5 -

C'est ce que doit incarner la candidature de Mélenchon. D'une part le refus du démantèlement des services publics, tant nationaux que locaux (y compris la loi de destruction des services publics communaux en obligeant les agents territoriaux à travailler une semaine supplémentaire par an, et parfois plus, sans hausse de salaire, afin de limiter les embauches d'agents).

La campagne devra donc être en partie centrée sur la défense des services publics mais aussi pour l'augmentation des salaires, la baisse du temps de travail à 32h pour permettre des embauches, etc. Mélenchon devrait même être le candidat du retour à un monopole public et démocratique dans la Santé, l'énergie, les activités postales, le transport de voyageurs etc. C'est ainsi qu'il se positionnera comme le candidat réellement anti-Macron.

- 6 -

Dans l'Éducation, il a été demandé toujours plus. Les lycéens, collégiens ou étudiants ont été enfermés chez eux (sauf dans les lycées des quartiers aisés) et les étudiant-e-s ont été délaissé-e-s, des milliers d'entre eux dépendant des aides humanitaires pour se nourrir. Le gouvernement a même supprimé encore 1800 postes d'enseignants dans les lycées et collèges.

Le personnel périscolaire (AESH, ATSEM...) se retrouve avec des charges de travail encore amplifiées, se retrouvant à gérer de plus en plus d'enfants et d'élèves en situation difficile ou de handicap, alors que leurs salaires sont toujours plus insuffisants. Pour la jeunesse, il faut à la fois de bonnes conditions de vie et d'étude, mais aussi un véritable avenir, avec une aide sociale en fonction des besoins, un véritable emploi (et non une allocation de survie comme le RSA)... Mélenchon devra être le candidat qui, tant sur l'Éducation et son personnel que sur l'avenir et la vie des jeunes, devra défendre une politique qui empêche toute commercialisation de l'aide sociale, du

logement, des cours etc. par une Éducation et une Université publiques dotées de moyens suffisants, la limitation des effectifs à 20 élèves par classe dans le secondaire, etc.

- 7 -

Ce ne sont que quelques exemples. Soutenir les nombreuses luttes des travailleur-se-s, se faire l'écho de la colère qui existe dans les couches populaires, et surtout lier la campagne à ces luttes et à cette colère, c'est ainsi que nous pouvons rassembler largement la grande masse de celles et ceux qui en ont assez de ces politiques pour les ultra-riches.

UN ENJEU : REDONNER CONFIANCE AUX TRAVAILLEURS ET AUX JEUNES DANS LEUR CAPACITÉ À CHANGER LES CHOSES, ET LES POUSSER À S'ORGANISER POUR CELA

- 8 -

Depuis la fin de la lutte en défense des retraites de l'hiver 2019-2020, il n'y a pas eu de véritables luttes de masse. Pourtant, dans des centaines d'entreprises, il y a des grèves, parfois longues qui montrent l'exaspération des exploités : Transdev, les sages-femmes, les intérimaires d'Adient, les territoriaux de centaines de communes, des traminois, à Renault, Labeyrie, dans le commerce... La liste va continuer de s'allonger jusqu'à l'élection du 14 avril. Ces luttes traduisent aussi le ras-le-bol des bas salaires et des conditions de travail de plus en plus épuisantes. Mais elles sont trop peu soutenues par la direction des syndicats et même des plus combatifs comme la CGT. De même, ces luttes ne sont pas au cœur du débat politique alors même que la question du niveau de vie est l'une des premières préoccupations des gens. Mais il est possible que, ces luttes se multipliant, elles pèsent dans la période électorale et puissent ainsi aider à ce que les véritables débats de fond, à savoir pour qui fonctionne réellement cette société – nous ou les capitalistes – apparaissent mieux.

Les syndicalistes combatifs doivent à la fois exiger des directions des syn-

dicats qu'ils soutiennent et popularisent ces grèves, mais également qu'elles appellent à une véritable journée de grève combative sur les salaires et pour l'allègement des conditions de travail par la réduction du temps de travail et des embauches équivalentes.

Beaucoup de travailleurs (et d'autres couches de la population) pensent certainement s'abstenir à l'élection, ne se sentant pas suffisamment soutenus et aidés. C'est certes une lutte de masse, comme a pu l'être mai 1968, qui permettra à la classe ouvrière de prendre conscience de sa force et de son rôle, de sa capacité à renverser le capitalisme et à construire le socialisme. Mais même si nous en sommes loin, beaucoup de travailleurs relèveraient d'autant plus la tête et reprendraient confiance en leur force si un candidat défendant leurs intérêts obtenait un score important. La campagne de Mélenchon devra donc s'adresser clairement aux travailleurs, mettant leurs luttes au cœur du débat politique, et en défendant clairement leurs aspirations. C'est ainsi qu'au lieu de s'abstenir, des milliers de personnes qui n'en peuvent plus de la politique de Macron pourront utiliser le vote Mélenchon.

C'est aussi ce rôle-là que peut jouer Mélenchon, qui a gardé une base de soutien dans les villes industrielles, dans les quartiers populaires... Il peut donc à la fois être un vote de révolte mais aussi encourager et aider cette révolte, et surtout aider à formuler une véritable alternative face à Macron et aux autres candidats qui sont tous des défenseurs du capitalisme.

- 9 -

Même si juste avant l'élection, Macron va annoncer qu'il distribue les milliards face à la hausse des prix, dans la réalité, le dernier budget qu'il a fait adopter dans la loi de finances en dit long : ce sont surtout la police et l'armée qui voient leur budget augmenter, et évidemment les cadeaux fiscaux aux entreprises et aux ultra-riches (CICE, suppression de l'impôt sur la fortune...) qui coûtent des dizaines de milliards d'euros chaque années, sont maintenus. La droite classique, autour de Les Républicains, ne va pas défendre autre chose. LR et Macron ne servent que la bourgeoisie, et leur projet reste de continuer à démanteler les services publics et à augmenter l'exploitation de la majorité des salariés.

Après 5 ans de politique antisociale violente de Macron, et une droite et une extrême droite qui pourrissent le climat politique, il peut y avoir des électeurs-trices qui espèrent un moindre mal et se tournent vers la « vieille gauche », malgré la politique qu'elle a faite sous Hollande. Il y aura certainement un-e candidat-e pour le PS (Hidalgo) et le candidat d'EELV, Yves Jadot. EELV se prétendent écologistes mais ce n'est en fait qu'un argument électoral et une escroquerie. Ils sont contre les nationalisations, soutiennent surtout les mesures type taxes environnementales ou de type vignettes Crit'air qui ne changent rien au problème mais pénalisent les couches populaires. Leur écologie se résume surtout au cadre de vie des couches aisées des populations des centres villes, avec quelques pistes cyclables et jardins partagés (ce qui n'est pas un mal en soi, mais ne réglera pas un problème aussi global que le réchauffement climatique) ou à des solutions individuelles alors que nous, par exemple, nous revendiquons la mise en place d'un véritable service public du recyclage sur tout le territoire. Eux-mêmes le disent, ils se contentent d'obtenir de petites concessions mais ne veulent nullement en finir avec la véritable cause de la catastrophe environnementale qui est le système capitaliste et sa course au profit. Alliés avec le PS, ils mènent dans les villes ou les régions les mêmes politiques depuis des années, qui consistent à accompagner le transfert vers les entreprises privées de tous les services publics. Jadot lui-même s'est souvent déclaré prêt à travailler avec Macron.

Quant au PS, non seulement Macron était ministre de l'économie sous la présidence d'Hollande et a participé à la mise en place des lois qui ont cassé les droits des travailleurs (lois « travail » I et II par exemple) mais ils ont aussi activement contribué à la privatisation de tous les services publics. Et le PS et sa candidate ne veulent surtout pas affronter le capitalisme, au contraire, ils sont désormais de fervents partisans de ce système et, de fait, des injustices qu'il entraîne. Même si à chaque élection PS et EELV nous font le coup des erreurs du passé sur lesquelles ils reviendraient, ce n'est que du vent, ces partis ne sont pas différents sur le fond des Macron ou de LR.

À la fin de l'automne, l'extrême droite a deux candidats. L'ultra-raciste Zemmour d'un côté, qui d'une part vomit chaque jour sa haine (notamment contre les Noirs et les musulmans) et a le soutien de l'ensemble des médias qui ne font que parler de lui, autant pour dévier le débat des présidentielles uniquement sur des questions comme l'immigration et non sur des questions sociales, mais aussi parce que ça leur fournit une audience. En l'absence de véritables médias représentant les travailleurs, l'espace médiatique est ainsi occupé par des chaînes de télévision et journaux qui ne sont en fait que des filiales de groupes capitalistes et de multinationales. Zemmour agite le racisme mais aussi un programme ultra libéral (retraite à 64 voire 67 ans, pas de hausse des salaires, etc). Il est un mélange du programme raciste de l'extrême-droite et du programme ultra-capitaliste de politiciens comme Fillon ou Sarkozy. A côté, Le Pen qui essaye parfois de prendre une posture « sociale » (difficile quand on sait que la famille Le Pen est multimillionnaire), est en difficulté.

L'un comme l'autre ne servent en fait que d'allié objectif de Macron, car à chaque fois, le refus de voir passer un candidat raciste qui tire parfois ses références dans les pages fascistes (ou nazies) de l'Histoire est majoritaire (que ce soit dans la rue ou même en 2017, lorsque Macron a écrasé Le Pen). Néanmoins, ce sont des menaces sérieuses car elles agitent les pires éléments, groupuscules d'extrême droite, éléments réactionnaires au sein de la police ou de l'armée, qui imposent ainsi une ambiance pourrie et tentent de diviser les travailleurs, les jeunes, sur des questions d'origine ou de culture pour affaiblir leur capacité à lutter.

Le racisme est non seulement une arme de division, mais aussi un moyen d'opprimer toute une partie de la classe ouvrière, celle issue de l'immigration, pour la dissuader de lutter, et ainsi accroître l'exploitation et la domination de tous. Nous ne prenons pas cette menace à la légère et combattons le racisme (tout comme les autres oppressions comme le sexisme) par l'unité des travailleurs, de la jeunesse, et des couches populaires à la fois contre les racistes et contre le capitalisme. Dans cette campagne présidentielle, il est clair que nous dirons : contre Zemmour et Le Pen, contre Macron, votons Mélenchon !

VOTER MÉLENCHON, MAIS PAS QUE ÇA

– 12 –

Certes, Mélenchon et la France Insoumise/Union populaire, ne sont pas complètement clairs sur l'ensemble des sujets. Nous ne partageons pas les idées qui feraient de la « France » un tout (encore moins lorsque Mélenchon considère que les départements d'Outre-mer seraient aussi « la France » alors que ceux-ci doivent avoir droit à leur autodétermination tant les pratiques de l'État français restent marquées par le colonialisme), un tout sans distinction de classes sociales. La lutte dans chaque pays se mène en premier lieu contre notre propre bourgeoisie.

Mais le programme défendu par Mélenchon comporte de nombreux points d'appuis à une échelle large pour des millions de personnes : hausse des salaires, baisse du temps de travail, embauches dans les services publics, retour d'une fiscalité forte sur les riches, etc. Et si comme en 2017, JLM sait utiliser la campagne présidentielle à la fois pour dénoncer le capitalisme et soutenir les travailleurs, alors les millions de voix qui se porteront sur sa candidature démontreront qu'il est possible qu'une force politique de masse, de lutte, un nouveau parti des travailleurs et de la jeunesse contre le capitalisme, soit construit. Car l'absence d'un véritable parti de masse des travailleurs organisant une couche large et combative et défendant la perspective du socialisme pèse négativement dans la conscience de la classe ouvrière, l'empêchant de se regrouper autour d'un programme et de voir sa véritable force. C'est ce qui nous différencie du PCF qui, à un moment ou un autre, cherche toujours une alliance avec le PS (notamment pour les prochaines élections législatives), ou encore des candidatures d'extrême-gauche (LO, NPA...) qui, de fait, se contentent de leur très faible score autour de slogans qui ont l'air plus à gauche mais ne sont pas plus efficaces pour faire avancer ni la combativité ni le niveau d'organisation de couches larges de travailleur-se-s alors que c'est une tâche primordiale aujourd'hui.

L'un des rôles de JLM serait d'ailleurs de proposer aux autres forces qui dénoncent le capitalisme de s'associer à lui pour avancer ensemble dans la reconstruction du mouvement ouvrier, avec un parti de masse et des syndicats de lutte. Notre approche ne s'oppose pas aux électeurs du NPA

(Poutou), de LO (Arthaud) ni même du PCF (Roussel) mais nous pensons qu'un véritable débat devrait s'ouvrir entre toutes ces forces pour essayer d'avancer ensemble pour préparer les luttes à venir mais aussi construire une véritable alternative politique à gauche.

- 13 -

Pour nous, soutenir la candidature de JLM ne signifie en aucun cas abandonner notre programme et la lutte pour le socialisme. Nous pensons au contraire que nous pouvons ainsi montrer comment aller plus loin, comme par exemple sur les secteurs de l'Énergie, de la Santé, etc. De simples « pôles publics » comme le défend l'Avenir en commun (le programme de Mélenchon) ne peuvent suffire, car cela veut dire qu'on accepte qu'il y ait un « marché » et donc des entreprises privées et des multinationales qui finissent toujours par imposer la concurrence sur le dos des travailleurs et de la population et donc la hausse des prix et la marchandisation de la moindre activité humaine. Dans la campagne, nous défendrons la revendication d'une nationalisation intégrale des secteurs essentiels, sous le contrôle démocratique de celles et ceux qui y travaillent et de la population, pour que ce soient vraiment les besoins (et non plus la soi-disant « rentabilité ») qui dictent les moyens qu'on y met.

Sur les finances et la fiscalité, il ne s'agit pas non plus de seulement renforcer un peu les services du ministère des finances et de créer un « pôle bancaire public » car là aussi, ce sont bien les grands groupes financiers et les grandes banques qui dicteront leur loi et permettront d'organiser l'évasion fiscale de dizaines de milliards d'euros chaque année. Ce sont ces limites réformistes du programme de Mélenchon que nous voulons montrer pour défendre au contraire un programme résolument anticapitaliste qui aurait un écho parmi des millions d'électeurs.

Ainsi, nous défendons qu'il faut la nationalisation, sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs et de la population, de tout le système financier (banques, assurances, groupes immobilier) pour les fondre en un organisme public unique qui permettrait ainsi d'en finir vraiment avec la fraude fiscale, mais aussi de savoir réellement quoi financer, où investir, et comment aider les gens au lieu de les étrangler avec des crédits à la consommation et des assurances arnaqueuses. C'est sur ces sujets, et

d'autres, que nous avancerons nos propositions. L'élection présidentielle n'est qu'une élection, c'est-à-dire que ce n'est pas ce qui va changer la société, mais c'est un moment de débat politique sur le programme, le gouvernement que nous voulons, et qui va intéresser des millions de personnes et dans lequel il faut que ces questions soient débattues à une large échelle, loin des diversions et divisions distillées par les PS-EELV, Macron, LR ou Zemmour-Le Pen.

- 14 -

Nous ferons donc campagne avec nos camarades insoumis et en appuyant les activités de la FI/Union Populaire, en refusant les attitudes sectaires grâce au débat politique fraternel, mais également avec notre propre matériel, de manière indépendante en développant nos axes, combinant les revendications de base comme la hausse des salaires, et des revendications transitoires comme l'expropriation des grands groupes capitalistes pour les mettre en propriété publique sous le contrôle et la gestion des travailleurs et de la population, seul moyen de réellement planifier démocratiquement l'économie en fonction des besoins et des ressources existantes pour protéger l'environnement.

Cette campagne sera aussi un moment pour défendre et développer la nécessité d'un parti de masse des travailleurs pour le socialisme, en lien avec les luttes ouvrières, de la jeunesse, pour lutter contre l'exploitation et les oppressions racistes et sexistes, et aussi promouvoir une approche internationaliste, refusant effectivement l'Otan, l'UE mais aussi les autres organismes (ONU, FMI...) de partage du monde entre capitalistes qui entraînent la misère et les guerres d'occupation.

- 15 -

Face à la situation désastreuse que subissent des millions de personnes, il n'y a pas de capitalisme « adouci » et ce sera encore moins le cas avec l'aggravation de la crise économique qui s'annonce. Les explosions de colère sociale et politique, locales ou nationales, et internationales, vont se multiplier. Elles vont poser la nécessité de discuter d'en finir avec ce système barbare. Même Mélenchon (d'autant plus s'il était élu) ne devra pas

esquiver ce débat, surtout si une lutte de masse des travailleurs fait irruption, réclamant un véritable changement de société, imposant de s'attaquer réellement aux capitalistes et à leur course au profit. Une telle lutte posera la nécessité d'un gouvernement des travailleurs et de la majorité de la population et non de simples avancées sociales et démocratiques que les capitalistes reprendraient quelques mois après. La campagne présidentielle ne sera pas une parenthèse dans le combat, et la nécessité d'un nouveau parti de masse des travailleurs pour se préparer à cette situation et définir une stratégie sera d'autant plus réelle que les luttes vont continuer.

Seul le socialisme, par la mise en propriété publique des principaux moyens de production, permettra une société démocratique où l'économie sera organisée en fonction des besoins de la population et non des profits d'une poignée. Débarrassés de cet obstacle au développement de l'humanité qu'est la loi du profit, nous pourrons alors régler peu à peu les problèmes que nous a légués ce système et en finir avec les oppressions et les discriminations. Pour cela, il faut que la classe ouvrière prenne le pouvoir et se constitue un gouvernement démocratique pour construire le socialisme, tant en France qu'en Europe et dans le monde entier. C'est pour cela que la tâche fondamentale de la Gauche révolutionnaire et de notre Internationale le CIO (Comité pour une Internationale Ouvrière) est la construction d'un parti révolutionnaire international, pour préparer le renversement de ce système par une révolution socialiste de masse.

L'élection à venir n'est donc pas une simple présidentielle « française » ni un choix sur une personne mais bien un événement politique important dans un monde en plein bouleversement. Nous appelons à venir discuter avec nous, à faire campagne avec nous pour un vote Mélenchon qui unisse un maximum les travailleurs et la population autour de revendications combatives, mais aussi dans les luttes, à défendre les intérêts des travailleur-se-s, avec ou sans emploi, des jeunes, de retraité-e-s, quelles que soient nos couleurs, cultures, genre, origines, à s'organiser, pour avancer une stratégie de lutte pour se sortir de la catastrophe vers laquelle nous mène ce système. La classe ouvrière est la force révolutionnaire qui peut changer cette société si elle s'organise puissamment dans l'objectif du socialisme. Venez mener ce combat avec nous!

DÉFENDRE NOS REVENDICATIONS, PENDANT CETTE CAMPAGNE COMME DANS LES LUTTES !

Dans la campagne présidentielle, nous défendons les revendications issues du programme l'Avenir en commun en ce sens qu'elles peuvent, pour la majorité, être un premier pas : récupérer les 80 milliards de la fraude fiscale des ultra riches pour développer les services publics, restaurer l'impôt sur les grandes fortunes, augmenter le SMIC de 16 % à 1400 euros net, la retraite à 60 ans, refaire du CDI la norme du contrat de travail et titulariser les contractuels dans les services publics, sortir progressivement du nucléaire en maintenant les emplois du secteur et développer les énergies renouvelables, revenir sur certaines privatisations (comme les aéroports), réduire le temps de travail à 35h effectives, puis 32h pour embaucher les chômeurs...

Mais ces revendications ne suffisent pas pour satisfaire tous les besoins sociaux, économiques, et démocratiques des travailleurs et de la majorité de la population. Le principal problème reste que les capitalistes, et tous les politiciens à leur service, sont non seulement opposés à chacune d'entre elles - rien d'étonnant - mais aussi que tant que les capitalistes possèdent les grands moyens de production, ils auront les moyens d'empêcher l'application de ces exigences, et qu'ils ne craignent qu'une lutte de masse des travailleurs qui, seule, pourra leur arracher ces concessions. Il faut donc en appeler aux dirigeant-e-s et militant-e-s syndicaux pour préparer une lutte de masse et s'impliquer durant la campagne électorale pour défendre leurs revendications, et prendre position contre les candidats au service du capitalisme et de l'exploitation.

La Gauche révolutionnaire se bat pour une telle approche, qui combine la défense des intérêts immédiats des travailleur-se-s, et de la majori-

té de la population, et la nécessité de regrouper notre camp, celui de la classe ouvrière, des jeunes, des retraités, femmes ou hommes, quelles que soient les couleurs, origines, cultures ou genres. Il faut un parti de masse qui organise notre classe et lutte pour renverser le capitalisme, et établir un gouvernement des travailleur-se-s pour construire le socialisme, un parti qui pourrait s'organiser autour des axes suivants et les défendre dans une lutte toutes et tous ensemble :

- **Pas de salaire sous 1500€ net, 14€ de l'heure minimum ! Augmentation des salaires, pensions et allocations (AAH...) de 200 € minimum ! Un emploi pour toutes et tous :** non aux licenciements, réduction du temps de travail à 32h sans perte de salaire ni flexibilité/annualisation, pas de temps partiel imposé, titularisation des précaires/contractuels dans la fonction publique, indexation des salaires sur l'inflation, Pour l'organisation d'une véritable journée de grève combative par les syndicats sur ces revendications, en appelant toutes les organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats, associations) à s'y joindre.

- **Pour nos droits démocratiques et notre droit à lutter :** non aux attaques sur le droit de grève, contre la répression des manifestations, pour la dissolution des corps spéciaux (CRS, BAC/BRAV, BRI...), contre les contrôles d'identité au faciès. Pour l'arrêt des poursuites contre les syndicalistes et les lanceurs d'alerte, contre l'utilisation de mesures comme le pass sanitaire pour réprimer les travailleur-se-s. Commissions d'enquête indépendantes lors de crimes policiers, d'accidents industriels, ou sur les exactions de l'armée française en Afrique et ailleurs, ou des forces de répressions dans les DOM-TOM

- **Suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, blocage et baisse des loyers, des prix de l'énergie,** établissement de comités de contrôle des prix par les syndicats et associations de consommateurs, pour la création de logement public décent pour toutes et tous et la réquisition des logements vides.

- **Retraite pleine et entière à 60 ans, 55 pour les métiers pénibles, retour à une assurance chômage qui couvre les besoins des privé-e-s d'emploi, non à la casse de la Sécurité sociale** et à son utilisation pour financer les grands groupes privés : pour une Santé 100 % publique et gratuite par un monopole de service public allant des hôpitaux à la recherche et production des médicaments et du matériel, pour des équipes sanitaires et sociales, organisées démocratiquement, pour organiser la prévention et la protection de la population face aux pandémies type Covid-19.

- **Retour en monopole de service public de l'Énergie (électricité, gaz...), de la Santé, du transport ferroviaire et aérien, des compagnies d'autoroutes et aéroports**,... par leur (re)nationalisation, sous le contrôle démocratique des travailleur-se-s et de la population. Planification démocratique et écologique de la production d'énergie, des transports, pour développer les énergies renouvelables, sortir progressivement du nucléaire. Pour des transports en commun 100 % publics et gratuits, 24h/24. Pour la création de services publics du recyclage, localement et nationalement, avec la nationalisation d'entreprises de recyclage comme la Chapelle Darblay. Pour une agriculture respectueuse des sols.

- **Assez de ce mépris des jeunes dans l'Éducation et dans la société.** 20 élèves par classe dans le secondaire, pour des vrais droits démocratiques dans les lycées, pour le droit de vote à 16 ans ! Abolition de la sélection et de Parcoursup et de la réforme du Bac, aide sociale universitaire à hauteur des besoins (augmentation du nombre et du montant des bourses, baisse du prix de la restauration universitaire, logements étudiants publics et à prix réduits), embauche de personnel dans l'Éducation et le supérieur, budget à hauteur des besoins. Entreprises hors des facts, pour une recherche 100% universitaire et publique.

- **Pour des plans d'investissements publics massifs dans le logement, l'environnement...** Pour un impôt progressif taxant fortement les plus riches, contre l'évasion et la fraude fiscale et les ca-

deaux aux grandes entreprises (CICE,...). Pour la nationalisation de l'ensemble du secteur financier (banques, compagnies d'assurances, groupes immobiliers...) et la mise en place d'un organisme de crédit unique, géré démocratiquement par les travailleurs et la population pour financer à faible coût les emprunts nécessaires.

- **Contre le racisme, le sexisme, et les discriminations.** Pour un contrôle démocratique par les syndicats, associations... sur l'embauche, l'attribution de logements, etc. Pour une campagne syndicale de lutte contre les discriminations et le harcèlement au travail et pour l'égalité salariale femme/homme. Pour le développement de services publics gratuits et de qualité pour la protection de l'enfance, le soutien aux victimes de violence, avec des lieux d'accueil et d'hébergement gratuits, et des services d'aide juridique indépendants. Pour un accueil digne et humain des migrant-e-s. Pour l'unité des travailleur-se-s, des jeunes... contre le racisme, le sexisme et dans la lutte contre le capitalisme.

- **Contre la politique répressive et coloniale de l'État français aux Antilles-Guyane, Kanaky-Nouvelle Calédonie...** Pour le droit à l'autodétermination des peuples. Retrait des troupes françaises d'Afrique et d'ailleurs. Contre l'UE, l'ONU, l'OTAN, le FMI, et tous les organismes de partage du monde entre capitalistes dominants.

- **Pour le socialisme !** La puissance des capitalistes vient du fait qu'ils possèdent les grands moyens de production : pour la mise en propriété publique et l'expropriation sans compensation (sauf si besoin, pour les petits actionnaires par ex.) de toutes les grandes entreprises et leur gestion démocratique par des comités de travailleurs, pour une planification écologique et démocratique de l'économie organisée en fonction des besoins de toutes et tous. Pour un gouvernement des travailleur-se-s, démocratique, permettant la réalisation d'une société socialiste, égalitaire, fraternelle et libre ! Pour une révolution socialiste de masse, en France, en Europe et dans le monde !

